



PRIVATIONS MASSIVES POUR TOUS!

NON

À L'INITIATIVE EXTRÊME
DES VERTS

Votation fédérale du 25 septembre 2016

WWW.VERT-EXTREME-NON.CH

Diviser notre consommation par trois !

Nous prenons soin de notre environnement et les Suisses sont particulièrement attentifs au recyclage. Notre pays se classe parmi les meilleurs élèves au monde dans ces domaines. Mais cela n'est pas suffisant aux yeux des Verts. Ils veulent corseter les Suisses, les priver de tout et donner à l'administration les clés pour contrôler nos vies.

Non à une initiative extrême

Nous devons diviser notre consommation au moins par trois (-65%) pour atteindre le but fixé par l'initiative des Verts. Pour le Conseil fédéral, c'est clair: les objectifs sont inatteignables et l'initiative irréalisable. Par contre, ses conséquences sur le quotidien des gens, l'emploi et l'économie seraient dramatiques.

Non à une vie sous contrôle

L'initiative oblige les citoyens à modifier radicalement leur mode de vie. Chaque Suisse devra changer son alimentation, limiter sa mobilité et vivre moins confortablement. Les consommateurs seront placés sous contrôle et leur liberté de choix se réduira. Les Suisses perdront leur bien-être et leur qualité de vie!

Non à une hausse massive des prix

L'Etat devra exercer de fortes contraintes pour appliquer l'initiative. Des taxes d'incitations frapperont par exemple les produits alimentaires importés comme des kiwis ou des matières premières comme l'aluminium. La hausse des prix sera massive pour tous!

De belles promesses pour de dures réalités

Que veut l'initiative des Verts ?

L'initiative des Verts veut inscrire dans la Constitution fédérale le principe d'une économie plus respectueuse de l'environnement. Pour ce faire, la Suisse doit réduire d'ici 2050 son empreinte écologique. Se fondant sur l'étude réalisée par des experts, le Conseil fédéral a refusé cette initiative au motif que son objectif est « inatteignable », même au prix d'énormes sacrifices

Une mise sous tutelle du comportement des Suisses

Les conséquences concrètes de l'initiative contrastent fortement avec ses objectifs généraux. Elle vise à mettre en place une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources, ainsi qu'à favoriser le recyclage. **Les choix individuels d'aujourd'hui ne le seront plus demain.** En effet, les Verts veulent que ce soit l'administration qui dise à chacun ce qu'il est bon de faire, et de ne pas faire. En réalité, elle conduira à la mise sous tutelle des citoyens et l'instauration d'une économie planifiée en Suisse.

Concrètement, cela veut dire quoi ?

-65% Réduction de la consommation de ressources nécessaire pour atteindre l'objectif

Selon le Conseil fédéral, cela nécessite :
« l'instauration de mesures urgentes et drastiques au niveau économique et de restrictions au niveau de la consommation. »

Source : message du Conseil fédéral du 12 février 2014

-40% Réduction maximale possible de la consommation de ressources

« Selon les estimations des experts, même au prix de mesures extrêmement drastiques, la réduction possible serait au mieux de 40%. »

Source : message du Conseil fédéral du 12 février 2014

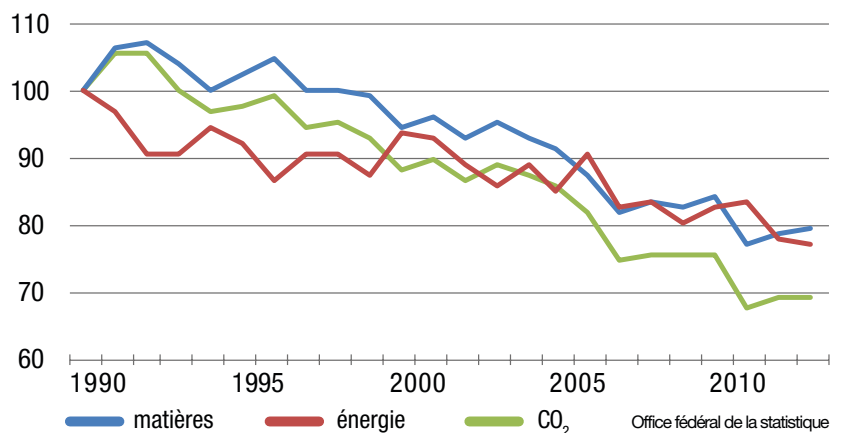
La Suisse et son économie font déjà de l'économie verte

Parmi les pays développés, la Suisse a pris de l'avance. Elle maintient un haut niveau de prospérité, tout en limitant la consommation de ressources et en recyclant une large part de ses déchets. Dans ce domaine, les Suisses font preuve d'un engagement volontaire remarquable.

Sans contrainte légale particulière, le **taux de recyclage du verre atteint 96%, celui du papier 91% et celui des cannettes d'aluminium 92%.** La Suisse est d'ailleurs le pays d'Europe qui utilise le plus efficacement les ressources, selon l'Agence européenne de l'environnement. Et l'économie suisse n'a pas attendu les Verts pour s'engager sur cette voie : plusieurs entreprises font partie des leaders de l'indice de durabilité établi par Dow Jones.

Une économie de plus en plus efficace

Intensité énergétique, CO₂ et matérielle, indice 1990=100



La Suisse utilise toujours moins d'énergie, de matières et de CO₂ pour produire un franc de richesse

Votre logement, votre alimentation et votre mobilité **ne seront plus jamais les mêmes**

A eux seuls, le logement, l'alimentation et la mobilité représentent 60% de l'empreinte écologique de la Suisse. C'est dans ces domaines que les choix individuels seront transférés à l'Etat et qu'il faudra prendre des mesures radicales, si l'initiative devait être acceptée. Mais beaucoup d'autres secteurs sont concernés comme l'agriculture, la construction, la chimie et l'industrie en général.



Des logements plus petits, peu chauffés. Mais pas moins chers...



Le logement a un fort impact sur l'environnement, principalement à cause de l'énergie consommée pour le chauffage ou l'utilisation d'électricité. Pour se conformer aux exigences de l'initiative, il faudra diminuer la surface occupée par habitant et la consommation d'énergie, ainsi qu'assainir les bâtiments existants. Qui paiera la facture au final? Ce seront les locataires et les propriétaires.



Fini l'essence et le diesel. Place aux déplacements au compte-goutte...



Pour le Conseil fédéral, « sortir des combustibles fossiles serait une nécessité » pour appliquer l'initiative. A terme, les véhicules à essence ou diesel seront donc bannis des routes suisses. En outre, il faudra restreindre le nombre de kilomètres parcourus, y compris en transports publics ou en avion. Pour arriver à un tel résultat, les autorités pourront mettre en place toute une palette d'instruments, basés sur des restrictions et des taxes supplémentaires.



Adieu à la viande dans notre assiette! Et bonjour la hausse des prix des aliments...



L'alimentation représente environ 30% de notre impact sur l'environnement. Pour le diminuer, il s'agit de restreindre, voire de supprimer, la consommation de produits à fort impact comme la viande, les produits laitiers ou les denrées importées comme le café ou les ananas. Pour restreindre la consommation de ces aliments, il faudra augmenter leur prix par des taxes ou les bannir purement et simplement de nos assiettes.



L'empreinte écologique: une notion très contestée

L'empreinte écologique fait l'objet de fortes critiques scientifiques. C'est pourtant le critère utilisé par les Verts pour fixer l'objectif à atteindre dans la Constitution.

- L'empreinte est une mesure très approximative. La qualité des données utilisées pour la calculer est hétéroclite. Leur conversion en une unité commune (l'hectare global) entraîne de grandes incertitudes, d'autant que les méthodes utilisées restent opaques.
- Les émissions de CO₂ représentent une part très importante de l'empreinte des pays. La manière de la calculer est très contestée dans les milieux scientifiques. Si l'on ne considère que les terres cultivées, les forêts, les zones de pêche, les pâturages et les zones bâties, l'humanité dispose de ressources suffisantes.

Un concept qui reflète mal les enjeux du développement durable

L'empreinte écologique reflète mal les enjeux environnementaux. Un pays dont l'empreinte est faible peut avoir une politique écologique désastreuse. Force est ainsi de constater que les conditions de vie de la population sont souvent très difficiles et l'environnement malmené dans beaucoup de pays – comme la Colombie, le Maroc, l'Inde ou l'Indonésie – dont l'empreinte écologique est égale ou inférieure à

«une planète». Cela montre à quel point ce concept reflète mal les enjeux du développement durable, à savoir trouver un équilibre entre les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. A contrario, un pays dont l'empreinte serait forte peut être particulièrement respectueux de son environnement. C'est le cas de la Suisse.

5 raisons de rejeter l'initiative

Non à une initiative extrême

Il faut diviser notre consommation par trois pour atteindre l'objectif de l'initiative. Un objectif aussi radical implique un changement tout aussi radical de notre mode de vie. Et sans réel effet sur l'environnement.

Non à une vie pilotée par l'Etat

Les belles paroles ne suffiront pas. L'Etat devra exercer de fortes contraintes sur les citoyens et les entreprises. Il dictera de plus en plus notre comportement en matière de consommation.

Non à des prix et des taxes en hausse

L'initiative ouvre la porte à une série de nouvelles taxes. Elles viseront les produits jugés problématiques, comme le café ou les fruits importés, dont elles feront exploser les prix. D'autres mesures renchériront le logement, la mobilité et d'autres biens indispensables.

Non à la mise en danger des emplois

Selon le Conseil fédéral, les mesures nécessaires pour appliquer l'initiative auront des conséquences très négatives pour l'économie en Suisse et provoqueront des pertes d'emplois. Il s'agit en réalité d'un vrai programme de récession verte.

Non à un cavalier seul de la Suisse

Aucun autre pays n'envisage de prendre des mesures aussi extrêmes. Une fois de plus, la Suisse jouerait au meilleur élève, sans diminuer significativement la pression sur les ressources naturelles. Il s'agit d'un problème global, qui ne peut être empoigné que par une collaboration internationale.

Ils disent NON à l'initiative des Verts !

Le Conseil fédéral et le Parlement refusent résolument cette initiative extrême. Les représentants du PDC, du PLR, de l'UDC et du PBD disent, eux aussi, clairement NON. Les milieux économiques, le commerce, les milieux agricoles, les propriétaires de logement, les milieux automobiles, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme se prononcent aussi contre cette initiative.